



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ORIENTALES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Direction Risques Industriels
Unité inter-départementale de l'Aude
et des Pyrénées-Orientales
Cellule contrôles techniques et environnement Sud

Perpignan, le 19 janvier 2022

Pièces jointes :

- Annexe 1 – Vues aériennes de localisation de l'établissement PURFER et de l'exploitation agricole de la société ALSINA
- Annexe 2 – Comparatif des photographies prises lors du contrôle avec celles prises par un huissier de justice dans l'exploitation agricole de la société ALSINA

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 5 janvier 2022

Contexte et constats



Publié sur

PURFER

48 rue Georges Latil - Espace Polygone
66000 PERPIGNAN

Références : 2022-002-PUB

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 5 janvier 2022 dans l'établissement PURFER implanté 48 rue Georges Latil - Espace Polygone à Perpignan (66000). Considérant qu'il s'agit d'un contrôle inopiné, celui n'a pas été annoncé à la société PURFER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection fait suite à une plainte initiée le 8 novembre 2019 par la société ALSINA à l'encontre de la société PURFER. Dans cette plainte, la société ALSINA reproche à la société PURFER d'être à l'origine de la présence de particules métalliques constatées sur les cultures de son exploitation agricole située à proximité de l'établissement de la société PURFER.

En réponse à cette plainte, à la demande de monsieur le préfet, l'inspection des installations classées avait réalisé, le 30 décembre 2020, une visite d'inspection des installations de la société PURFER, avec information préalable de cette dernière, à l'issue de laquelle il n'avait pas pu être établi que la société PURFER était à l'origine des nuisances évoquées par la société ALSINA.

Par courrier daté du 13 avril 2021, la société ALSINA a demandé à monsieur le préfet qu'une copie du rapport de l'inspection du 30 décembre 2020 lui soit communiqué et a déposé une nouvelle plainte à l'encontre de la société PURFER. Cette nouvelle plainte était accompagnée d'un procès-verbal de constat, établi par un huissier de justice mandaté par la société ALSINA, comportant des photographies sur lesquelles on peut observer la présence de particules métalliques sur les cultures de l'exploitation agricole de la société ALSINA.

En réponse, monsieur le préfet a communiqué une copie du rapport de l'inspection du 30 décembre

2020 à la société ALSINA et a, en parallèle, saisi l'inspection des installations classées pour instruire la nouvelle plainte. À ce titre, l'inspection des installations classées a réalisé, le 5 janvier 2022, une visite d'inspection inopinée de l'établissement PURFER, objet du présent rapport.

L'inspection des installations classées a débuté son contrôle du 5 janvier 2022 par la rencontre de monsieur Jean-Marie ALSINA, gérant de la société ALSINA.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PURFER SAS (VHU)
- 48 rue Georges Latil- Espace Polygone 66000 PERPIGNAN
- Code AIOT dans GUN : 0018300013
- Régime : Autorisation

La société PURFER est régulièrement autorisée, par arrêté préfectoral du 10 mars 2006, à exploiter une installation de récupération et de valorisation de métaux ferreux et non ferreux, de papiers et cartons, et de déchets industriels banal sur le territoire de la commune de Perpignan. Ces installations sont situées dans la zone d'activité commerciale du Polygone Nord, 48 rue Georges Latil.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Conception, surveillance et exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/03/2006, article 2.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription
Prévention des pollutions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 10/03/2006, article 4.1	/	Mise en demeure, respect de prescription
Stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 10/03/2006, article 5.2	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de son contrôle du 5 janvier 2022, l'inspection des installations classées a constaté que la société PURFER ne respectait pas plusieurs prescriptions de l'arrêté préfectoral réglementant l'exploitation de son établissement et que ce manquement avait porté atteinte à l'environnement et, fort probablement, à la production agricole. L'inspection des installations classées juge que les nuisances occasionnées peuvent être réparés.

En conséquence, l'inspection des installations classées a proposé à Monsieur le préfet, par arrêté préfectoral :

- de mettre en demeure la société PURFER de respecter les prescriptions des articles 2.1.1, 4.1 et 5.2 de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2006 sous un délai de 2 mois ;
- d'imposer à la société PURFER, qu'elle lui transmette une proposition d'actions (assortie d'un échéancier de réalisation) qu'elle envisage de mettre en oeuvre pour remédier au préjudice causé à l'environnement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Conception, surveillance et exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2006, article 2.1.1

Prescription contrôlée :

Les installations sont conçues, surveillées et exploitées de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, directement ou indirectement, notamment par la mise en œuvre de techniques propres, économes et sûres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective, le traitement des effluents et des déchets en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées.

Il est interdit de jeter, abandonner, déverser ou laisser échapper dans l'air, les eaux ou les sols une ou des substances quelconques ainsi que d'émettre des bruits ou de l'énergie dont l'action ou les réactions pourraient entraîner des atteintes aux intérêts visés par l'article 1 de la loi du 76-663 du 19 juillet 1976 et plus particulièrement :

- des effets incommodants pour le voisinage ;
- des atteintes à la salubrité, à la santé et à la sécurité publique ;
- des dommages à la flore ou à la faune ;
- des atteintes à la production agricole ;
- des atteintes aux biens matériels ;
- des atteintes à la conservation des constructions et monuments ;
- des atteintes aux performances des réseaux et stations d'assainissement ;
- des dégagements en égout directement ou indirectement de gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables ;
- des modifications significatives du régime normal d'alimentation en eau ;
- des atteintes aux ressources en eau ;
- des limitations d'usage des zones de baignade et autres usages légitimes des milieux.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour :

- limiter le risque de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations ;
- réduire les risques d'accident et pour en limiter les conséquences pour l'homme et l'environnement ;
- assurer l'esthétique du site.

Pour atteindre les objectifs rappelés ci-dessus, l'ensemble des installations est au minimum aménagé et exploité dans le respect des conditions spécifiées dans le présent arrêté.

Constats : Pour une meilleure compréhension des points où ont été réalisés les constats qui suivent, des photographies aériennes sont jointes en annexe sur présent rapport.

L'inspection des installations classées réalise une inspection rapide de l'extérieur de la partie Sud de la clôture du site.

Celle-ci est délimitée par un grillage derrière laquelle se trouve une haie végétale. Les feuilles de cette haie dépassent du grillage à l'extérieur du périmètre de l'établissement. Sur les feuilles d'une portion de cette haie comprise entre 6 et 10 mètres, l'inspection des installations classées relève la présence de particules de métal très légères et brillantes, qui semblent être de aluminium (**Cf. photographies en annexe**). La concentration de ces particules, qui se présentent sous la forme de paillettes de taille variant entre un à une dizaine de millimètres, est, par endroit, plus ou moins importante. Fort de ce constat, l'inspection des installations classées, en tenant compte du sens et de la direction du vent dominant (Tramontane), se transporte de l'autre côté de l'avenue de la Salanque et observe la présence de particules identiques sur une partie de la végétation du fossé de drainage des eaux pluviales qui longe la voie.

À l'intérieur du périmètre de l'établissement PURFER, l'inspection des installations classées se rend le long de la partie de clôture sur laquelle elle a observé des particules de métal depuis l'extérieur du site. Sur quelques feuilles de ce côté de la haie végétale qui se trouve à l'intérieur de

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2006, article 2.1.1
<p>l'établissement, l'inspection des installations classées relève la présence des mêmes particules de métal, en quantité plus limitée. Leur présence est, en revanche, plus importante et visible au pied du merlon de terre qui sépare la haie végétale des box de stockage des déchets de métaux triés de l'établissement PURFER.</p> <p>Poursuivant ses investigations, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement observe, dans l'alignement de la partie de haie comportant des particules de métal, la présence d'un box contenant des déchets que la société PURFER confirme être de l'aluminium. Sur le sol de ce box, l'inspection des installations classées constate la présence de particules d'aluminium identiques à celles observées sur la haie végétale qui borde la clôture Est de l'établissement et sur la végétation du fossé de drainage des eaux pluviale se trouvant au Sud de l'avenue de la Salanque (Cf. photographies en annexe).</p> <p>Par ailleurs, l'inspection des installations classées constate que les particules observées lors de son contrôle du 5 janvier 2022 sont identiques (en termes de dimensions et d'aspect) à celles observées par monsieur François MILLET, huissier de justice, dans son procès-verbal de constat daté du 19 mars 2021, sur les cultures de la société ALSINA, dont l'exploitation agricole se trouve de l'autre côté de l'avenue de la Salanque, au Sud Sud-Est de l'établissement PURFER.</p> <p>En conséquence, l'inspection des installations classées considère que la société PURFER ne respecte pas les prescriptions de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2006, lui imposant d'exploiter ces installations de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, et en l'occurrence la dispersion dans celui-ci de petites particules de métal, et, dès lors, qu'il convient de proposer à monsieur le préfet de mettre en demeure la société PURFER de respecter les prescriptions de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2006, sous un délai n'excédant pas 2 mois. Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, rédigé en ce sens, est joint au présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

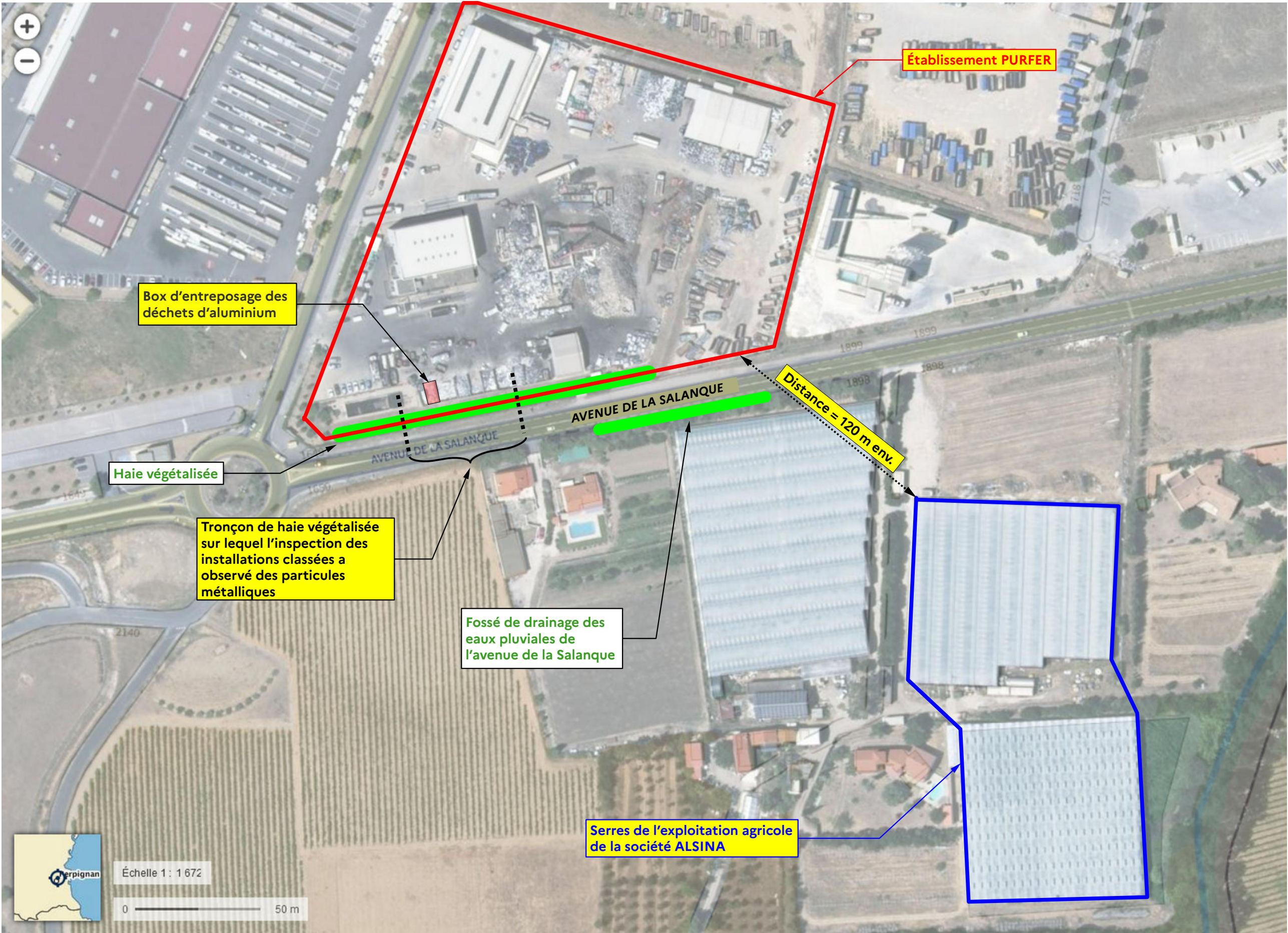
Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2006, article 4.1
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les différents appareils et installations de réception, stockage, manipulation, traitement et expédition de produits de toute nature doivent être construits, positionnés, aménagés, exploités, afin de prévenir les émissions diffuses et les envols de poussières. [...]</p>
<p>Constats : Au regard des constats déjà évoqués lors de la vérification du respect des prescriptions de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2006, l'inspection des installations classées, considère qu'à minima le box d'entreposage des déchets d'aluminium, exploité par la société PURFER n'est pas positionné ou aménagé pour prévenir les envols de poussières.</p> <p>En conséquence, compte tenu de la présence, avérée, de particules d'aluminium issues de l'établissement PURFER dans l'environnement, l'inspection des installations classées considère qu'il convient de proposer à monsieur le préfet de mettre en demeure la société PURFER de respecter les prescriptions (extraites ci-dessus) du 4^e alinéa de l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2006, sous un délai n'excédant pas 2 mois. Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, rédigé en ce sens, est joint au présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

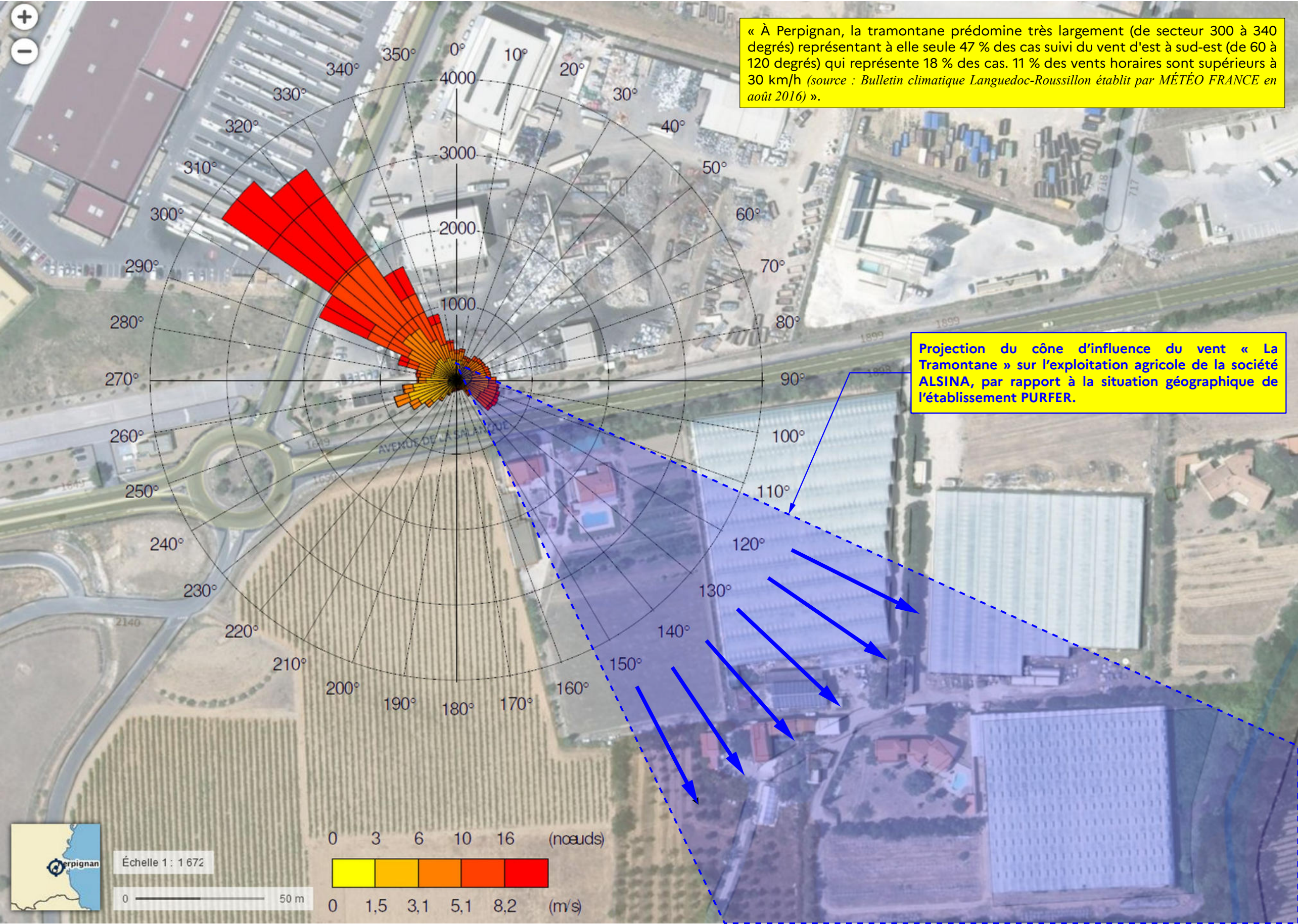
Nom du point de contrôle : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/03/2006, article 5.2
Prescription contrôlée : Les déchets produits sont stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs). [...]
Constats : Au regard des constats déjà évoqués lors de la vérification du respect des prescriptions de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2006, l'inspection des installations classées, considère qu'à minima les déchets d'aluminium, présents dans l'établissement de la société PURFER, ne sont pas stockés dans des conditions permettant de prévenir leur envol au-delà des limites de son établissement. En conséquence, compte tenu de la présence, avérée, de particules d'aluminium (constituant des déchets d'aluminium) issues de l'établissement PURFER dans l'environnement, l'inspection des installations classées considère qu'il convient de proposer à monsieur le préfet de mettre en demeure la société PURFER de respecter les prescriptions (extraites ci-dessus) du 1 ^{er} alinéa de l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2006, sous un délai n'excédant pas 2 mois. Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, rédigé en ce sens, est joint au présent rapport.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

ANNEXE 1 – Vue aérienne de localisation de l'établissement PURFER et de l'exploitation agricole de la société ALSINA



ANNEXE I – Supperposion de la rose des vents (source : étude de dangers du 31/03/2016 de la société PURFER) sur la vue aérienne du site et centrée sur le box d'entreposage d'aluminium



ANNEXE II – Photographies prises par l'inspection des installations classées lors du contrôle du 5 janvier 2022 & comparaison avec les photographies prises par un huissier de justice le 19 mars 2021 dans l'exploitation agricole de la société ALSINA

<i>Photographies prises par l'inspection des installations classées lors du contrôle du 5 janvier 2022</i>	<i>Photographies prises par un huissier de justice le 19 mars 2021 dans l'exploitation agricole de la société ALSINA</i>
 <p>Photographie de feuilles des végétaux composant la haie végétalisée sur le tronçon de haie délimité sur la photographie aérienne de l'annexe I</p>	
 <p>Photographie de feuilles des végétaux composant la haie végétalisée sur le tronçon de haie délimité sur la photographie aérienne de l'annexe I</p>	
 <p>Photographie de feuilles des végétaux composant la haie végétalisée sur le tronçon de haie délimité sur la photographie aérienne de l'annexe I</p>	
 <p>Photographie de feuilles des végétaux composant la haie végétalisée sur le tronçon de haie délimité sur la photographie aérienne de l'annexe I</p>	

ANNEXE II – Photographies prises par l'inspection des installations classées lors du contrôle du 5 janvier 2022 & comparaison avec les photographies prises par un huissier de justice le 19 mars 2021 dans l'exploitation agricole de la société ALSINA

Photographies prises par l'inspection des installations classées lors du contrôle du 5 janvier 2022	Photographies prises par l'huissier de justice le 19 mars 2021 dans l'exploitation agricole de la société ALSINA
 <p>Photographie de feuilles des végétaux composant la haie végétalisée sur le tronçon de haie délimité sur la photographie aérienne de l'annexe I</p>	
 <p>Photographie du box d'entreposage des déchets d'aluminium repéré sur la photographie aérienne de l'annexe I</p>	
 <p>En fond de la photographie on peut apercevoir les particules d'aluminium qui jonchent le sol du box d'entreposage de déchets d'aluminium</p>	
 <p>Vue rapprochée des particules d'aluminium qui jonchent le sol du box d'entreposage de déchets d'aluminium</p>	